

DEPARTEMENT
DU VAL D'OISE

ARRONDISSEMENT
DE
SARCELLES

CANTON
DE
DEUIL LA BARRE

VILLE DE GROSLAY

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
DEMENAGEMENT
RUE DU GENERAL LECLERC

ODP N°ST/NF 2020 - 107

Le Maire de la Ville de GROSLAY,

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et relative aux droits et libertés des collectivités locales,

Vu la Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

Vu la loi du 5 avril 1884, notamment l'article 97,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2213-2,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le Code de la Voirie Routière, notamment les articles :

- L 111-1 à L 112-7, R 112-1 à 112-3 relatifs à l'emprise sur le Domaine Public,
- L 113-1 à L 113-7, R 113-1 à R 113-10 concernant l'utilisation du Domaine Public,
- L 115-1, R115-1 à R 115-4 pour la coordination des travaux exécutés sur les voies publiques situées à l'intérieur des agglomérations,
- L 116-1 à L 118-8, R 116-1 et R 116-2 traitant de la police de la conservation du Domaine Public Routier,

Vu les dispositions du Code de la Route en vigueur,

Vu la demande du 12 août 2020 de l'entreprise **DEM-TRANSI2S pour le compte de Madame PISZOK Clémence** demeurant actuellement **26 rue du Général Leclerc à GROSLAY**.

CONSIDERANT que le déménagement de **Madame PISZOK Clémence** ne permet pas d'assurer le stationnement des véhicules sans risque d'accident et qu'il convient de sauvegarder la sécurité publique,

ARRETE

Le samedi 12 septembre 2020 de 9h à 14h.

➤ **RUE DU GENERAL LECLERC.**

ARTICLE 1 : Afin de laisser libre la manœuvre d'un camion de 20m3 dans le cadre du déménagement de Madame PISZOK Clémence le stationnement sera autorisé sur deux places matérialisées face au n°24 rue du Général Leclerc à GROSLAY.

Tout véhicule en stationnement sera considéré comme gênant et fera l'objet d'une demande d'enlèvement.

ARTICLE 2 : L'entreprise **DEM-TRANSI2S** prendra toutes les mesures nécessaires de sécurité pour permettre l'accès des véhicules des riverains au droit de leur propriété ainsi que l'accès aux véhicules d'urgence et de services publics (pose de garde-fous, de barrières de sécurité, de lampes et banderoles, etc.).

VILLE DE GROSLAY

ARTICLE 3 : La sécurité des usagers et des piétons sera, si nécessaire, assurée par un barriérage ou un ballisage complété par une signalisation adaptée (cheminement des piétons maintenu ou dévié). Les panneaux indiquant la réglementation à appliquer seront mis en place et entretenue par les entreprises effectuant les travaux.

ARTICLE 4 : La signalisation de restriction et de déviation du chantier sera conforme aux prescriptions des manuels du chef du chantier et définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8^{ème} partie), approuvée par arrêté interministériel du 15 juillet 1974 et modifié par décrets des 5 et 6 novembre 1992.

Elle sera mise en place par l'entreprise DEM-TRANSI2S – 430 voie de la Courtine – 93160 NOISY-LE-GRAND.



ARTICLE 5 : Les services de police seront habilités à prendre toutes les dispositions nécessaires et complémentaires au présent arrêté afin de garantir la sécurité du public et le bon déroulement des travaux, notamment en ce qui concerne les véhicules stationnés en infraction, aux heures et lieux indiqués par ce dernier qui pourront être enlevés aux risques et frais imputés à leurs propriétaires (article R 417-10 § II 10° du Code de la Route qui prévoit et réprime le stationnement gênant).

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée au pétitionnaire.

ARTICLE 7 :

- Monsieur le Maire de la ville de Groslay,
 - Madame la Commissaire de Police d'Enghien-les-Bains,
 - Madame la Directrice Générale des Services,
 - Madame la Directrice des Services Techniques,
 - Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

RENDU EXECUTOIRE le 12/09/2019


Marc CLOUET
Premier Maire Adjoint
en charge de l'Urbanisme
des Travaux et du Développement Durable


Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Fait à Groslay, le 31/08/2019

Marc CLOUET
Premier Maire Adjoint
en charge de l'Urbanisme
des Travaux et du Développement Durable
